

Sans l'aide de l'Etat, l'AFP ne vivra pas



Le gouvernement alloue à l'AFP une prime "one shot" de 1,6 M€. C'est ce que le PDG a annoncé la semaine dernière. Une nouvelle importante, qui montre la fragilité du financement de l'AFP, mais qui rappelle aussi l'une des leçons fondamentales de l'histoire moderne : la résistance est possible, la lutte paie. Explications.

Les choix faits ne sont pas économiques mais POLITIQUES

L'AFP a vécu en 2015 un tournant historique : la réforme du statut a été votée, le Contrat d'objectifs et de moyens (COM) signé. Un nouveau modèle économique et de gouvernance - conforme aux règles de la libre concurrence - a été mis en place, avec la promesse d'assurer un financement pérenne de l'agence. Dans ce cadre, l'Etat a le droit de subventionner la mission d'intérêt général (MIG), mais ces subventions sont plafonnées : à 100% du coût estimé de la MIG¹.

Il eut été gênant de voir que l'AFP ne s'en sort pas, dès la première année de ce nouveau modèle.

Or, en décembre, Emmanuel Hoog a dû reconnaître qu'il avait du mal à boucler le budget 2016. Outre l'endettement accru, deux facteurs pouvaient expliquer ces difficultés :

- La hausse espérée des **recettes commerciales** ne serait pas réalisée. Interrogé lors du dernier comité d'entreprise, le PDG a refusé de donner des indications sur les résultats financiers 2015.
- Le calendrier initial prévoyait que le **Grand accord social** produise ses premiers effets dès l'année 2016 : travailler plus pour gagner moins, limiter de façon encore plus drastique la progression de la masse salariale.

L'aide exceptionnelle accordée par le gouvernement doit cacher le fait que le nouveau modèle est construit sur de nouveaux sacrifices des personnels. Alors que les barèmes sont gelés depuis 2012, les conditions de travail dégradées et les effectifs trop souvent diminués.

En luttant contre la dénonciation de la quasi-totalité des accords sociaux (plusieurs jours de grève en juillet dernier, à l'appel des syndicats CGT, FO, CFE-CGC et SUD ; actions en justice du CHSCT et de plusieurs syndicats), le personnel a réussi à **retarder le Big Bang antisocial programmé.**

- Le nouveau délai de préavis pour la dénonciation des 117 accords court jusqu'au 9 février. D'ici là, **M. Hoog a toujours la possibilité de revenir à la raison**, en renonçant à cette dénonciation.
- En 2016, le gouvernement français versera donc 1,6 M€ de plus pour compenser la MIG de l'AFP. Cette somme s'ajoute aux 105,82 M€ prévus par le COM. Selon M. Hoog, cette aide exceptionnelle est compatible avec les règles européennes, car le total (107,42M€) ne dépasse pas le plafond de 100% de la MIG.

Aveu révélateur. Un an après l'adoption du nouveau modèle de financement, l'aide accordée à l'AFP dans le cadre du COM était déjà d'au moins 1,6 M€ inférieure aux 100% autorisés. **L'Etat se désengage.** Ce que nous donnons à l'AFP, en réalisant des efforts importants, l'Etat le prend, en diminuant ses subventions.

SUD dit non aux politiques d'austérité. Au travailler plus pour gagner moins, nous opposons le partage du travail et des richesses, la hausse du pouvoir d'achat, le renforcement des services publics. Cela signifie aussi que **l'Etat doit durablement maintenir le niveau des aides à l'AFP**, seul moyen permettant à l'agence de maintenir son rang mondial et d'assurer correctement sa mission d'intérêt général.

Paris, le 26 janvier 2016

SUD-AFP (SUD Culture & Médias Solidaires)



¹ Voir notre analyse du deal avec la Commission européenne : <http://u.afp.com/DJZ>